La République du Centre, 26 septembre 2013

Silence radio

Hier matin, le cas « Éric Doligé » n'a pas été évoqué lors du bureau politique national de l'UMP, malgré les appels de la gauche à « condamner » le sénateur du Loiret.

Un chiffre

4.500 clics se sont portés sur les articles liés à « l'affaire Éric Doligé », mis en ligne dès mardi soir sur notre site larep.fr.

Débats aujourd'hui

Nul doute que « l'instinct meurtrier » d'Éric Doligé apparaîtra en filigrane lors de la session du conseil général qui s'ouvre à Orléans, ce matin à 9 h 30, pour s'achever demain soir.

DÉBAT ■ Les politiques peuvent-ils user de mots durs pour exister sur la scène publique et séduire leur électorat ?

La guerre des « petites phrases »

L'« instinct meurtrier » du sénateur Éric Doligé envers le gouvernement crée la controverse. Chez les politiques, la lutte sémantique progresse.

Anne-Laure Le Jan
Stéphanie Cadoiseau

« Haineux » ; « intolérable » ; « inacceptable ». Hier, les élus socialistes n'ont pas tari d'adjectifs pour qualifier les propos tenus par le sénateur du Loiret Éric Doligé. Mardi, lors de la journée parlementaire UMP à l'Assemblée nationale, celui-ci avait déclaré devant les collègues de son parti avoir « un instinct meurtrier » envers « Hollande et sa bande » et le désir de « tirer » sur les ministres.

« La politique n'est pas la guerre, insiste le sénateur PS du Loiret, Jean-Pierre Sueur, qui a d'abord cru à une « fabrication » des propos d'Éric Doligé. De telles paroles sont extrêmement choquantes et contraires à la loi. » Valérie Corre, députée PS du Loiret, a condamné « l'appel au meurtre du gouvernement », s'interrogeant : « Est-ce qu'Éric Doligé est en train d'effectuer son mandat de trop ? » Les réseaux sociaux ont eux aussi bruissé de nombreux messages et tweets outragés.

Un champ lexical radical, auparavant réservé au FN

Une situation qui en rappelle d'autres. On se souvient de Harlem Désir, premier secrétaire du PS, dénonçant, début septembre, « l'esprit munichois » des dirigeants de l'opposition, rétifs à une intervention militaire en Syrie. Une référence aux accords de Munich de 1938 : à l'époque, les dirigeants britanniques et français avaient refusé d'adopter une position ferme face à Adolf Hitler.

De chaque côté de l'échiquier politique, à droite comme à gauche, les mots sont de plus en plus rudes. Aujourd'hui, ces phrases cinglantes remplacent les longs discours.

« La surmédiatisation a changé la donne, argumente Jean Garrigues, spécialiste d'histoire politique. Dans ce flux ininterrompu de "petites phrases", il faut réussir à tirer son épingle du jeu. Et plus les phrases sont fortes, plus l'impact est important ».

Le politologue évoque également l'échéance des municipales de mars 2014 : « En assumant ses propos, Éric Doligé veut faire un signe à l'électorat UMP qui se durcit. Il a utilisé un champ sémantique radical, plutôt réservé, auparavant, au Front national. »

D'ailleurs, ses collègues loirétains de droite ne se désolidarisent pas. Le sénateur Jean-Noël Cardoux approuve le fond et estime qu'il aurait pu « tenir de tels propos ». Stéphane Fouttat, secrétaire départemental de l'UMP, persiste en comparant les élections à une « guerre totale »…

« Niveau zéro du débat public »

Serge Grouard, maire d'Orléans, souligne qu'Éric Doligé a « uniquement exprimé un ras-le-bol, partagé par beaucoup de nos concitoyens ». Et de rejeter tout calcul de la part du président du conseil général : « Éric Doligé n'est pas dans la petite phrase. Mais il y a, c'est vrai, des professionnels de ce registre. C'est médiocre et ça discrédite la vie politique ».

Un avis partagé par Jean Garrigues, qui parle « de niveau zéro du débat public », mais aussi par une partie de la population. « Au lieu de voir les politiques se renvoyer la balle, j'aimerais qu'ils argumentent davantage leurs propositions », commente Cyril, 20 ans, de Saint-Jean-de-la-Ruelle. Béatrice, Saranaise de 58 ans, approuve : « C'est un combat de coqs stérile, un moyen de détourner l'attention. Ils nous prennent pour des ignares… » ■

Le sénateur UMP Éric Doligé assure sa défense

Éric Doligé persiste et signe dans un communiqué diffusé hier. Après avoir fait le buzz sur les réseaux sociaux et dans les médias avec son « instinct meurtrier », le sénateur UMP du Loiret défend ses propos.

SÉNATEUR. Éric Doligé, 71 accusé

Si Éric Doligé reconnaît le caractère « excessif » de propos qui « se sont enflammés », il les défend sur le fond. « Si j'avais vécu à l'époque d'Émile Zola, j'aurais dit comme lui "J'accuse le président de la République". » Et comme Zola, dans le « J'accuse » publié dans *L'Aurore*, il assure que son « devoir est de parler » afin de ne pas être « complice ». Voilà pourquoi le président du conseil général « crie sa révolte d'honnête homme ».

« Devoir de dénonciation »

Pour Éric Doligé, la société a changé et la violence est désormais partout. Et de faire référence ainsi au maire de Gien, Patrick Chiérico, qui « déclarait récemment en gros titre dans la presse qu'il était "une personne à abattre" ».

Le Parti socialiste en prend aussi pour son grade. Éric Doligé rappelle que le sénateur Jean-Pierre Sueur a été qualifié de « tueur » par « ses collègues socialistes du Loiret ».

Le président du conseil général tient, enfin, à mettre en avant le procès d'intention fait à la droite en déclarant que « des propos durs peuvent être amplifiés s'ils émanent de l'UMP. Que n'aurais-je pas entendu si j'avais déclaré comme Manuel Valls (ministre de l'Intérieur) que "les Roms ont vocation à rester en Roumanie ou à y retourner" ».

Il conclut en dénonçant à nouveau « cette situation qui a conduit au pouvoir un homme sans vision, ni courage, qui entraîne notre pays vers les profondeurs. » ■

SOUVENEZ-VOUS…

« Le bruit et l'odeur ». C'est sans doute la seule et unique chose qui reste encore aujourd'hui du « discours d'Orléans », prononcé par Jacques Chirac, alors président du Rassemblement pour la République (RPR) et maire de Paris, le 19 juin 1991, lors d'un dîner-débat qui avait réuni près de 1.300 militants et sympathisants, à Orléans. « Le bruit et l'odeur » faisait alors référence aux personnes immigrées en France. Des propos qui avaient été rejetés par l'ensemble des médias et fait réagir bon nombre de personnalités politiques, qu'il s'agisse de Jean-Marie Le Pen ou Simone Veil.

Phoca PDF